

DEMANDE DE PROPOSITIONS LRPS-BRDA- 2019-9154447

RÉALISATION D'UNE ÉTUDE DE FAISABILITÉ POUR L'ÉLABORATION DU REGISTRE SOCIAL UNIQUE (RSU) AU BURUNDI

Feasibility Study for establishing a Single Social Registry in Burundi

Proposition Technique

The International Policy Centre for Inclusive Growth (IPC-IG)

Équipe de Projet

Fabio Veras (chargé de mission), Aïssata Fall (principal consultante régionale), Leticia Bartholo (expert sur les Registres Uniques), Anna Carolina Machado (chercheuse), Krista Joosep Alvarenga (chercheuse), Amadou Kanar Diop (consultant régional)

Juin 2020

Table of Contents

I. RÉSUMÉ	3
II. L'IPC-IG.....	3
2.1 LE CENTRE EN QUELQUES MOTS	3
2.2. EXPÉRIENCE EN MATIÈRE DE PROTECTION SOCIALE DE L'IPC-IG, DONT LES ATELIERS DE FORMATION	4
2.3. RÉFÉRENCE DES CONSULTANTS ALIGNÉS DANS LES TRAVAUX SIMILAIRES.....	9
III. MÉTHODOLOGIE	11
CONTEXTE :	11
PHASE I : ATELIER DE FORMATION SUR LE RÔLE DE REGISTRES SOCIAUX : QUESTIONS CONCEPTUELLES ET EXPÉRIENCES D'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE. RECUEILLIR DES APPORTS POUR LE RAPPORT SUR LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE. ÉLABORATION D'UN PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LE RAPPORT DE FEUILLE DE ROUTE DU REGISTRE SOCIAL UNIQUE.....	11
<i>Atelier de formation (conduit virtuellement par l'IPC-IG) et méthodologie du plan de travail....</i>	12
<i>Recueil d'apports pour le rapport de modélisation du RSU</i>	12
PHASE II – RÉDACTION DU RAPPORT : ÉTAT DES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE AU BURUNDI ET LEURS SYSTÈMES DE GESTION DES INFORMATIONS.....	13
PHASE III – RÉDACTION DU RAPPORT : RAPPORT/FEUILLE DE ROUTE SUR LA FAISABILITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT DE REGISTRE SOCIAL UNIQUE	14
PHASE IV – MISSION : ATELIER DE VALIDATION TECHNIQUE DU RAPPORT/FEUILLE DE ROUTE DE FAISABILITÉ DU RSU ET ATELIER DE RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES	15
PHASE V – RAPPORT/FEUILLE DE ROUTE FINAL DE FAISABILITÉ DU RSU ET CONCLUSION DU PROJET	15
IV. LES RISQUES ET LEURS ATTÉNUATIONS.....	16
V. CHRONOGRAMME ET PLAN DE TRAVAIL DU PROJET	17
VI. MEMBRES DE L'ÉQUIPE	19

I. Résumé

Titre: Étude de faisabilité pour la mise en place du Registre Sociale Unique (RSU) au Burundi

Date de début et date de fin : juin 2020 - février 2021.

Journées d'assistance technique : 96

Objectif de résultat immédiat : En 2020, former et conseiller le SEP/CNPS du Burundi et d'autres parties prenantes majeures quant aux conditions, modalités et valeur ajoutée de l'établissement d'un Registre Social Unique (RSU) au Burundi.

II. L'IPC-IG

2.1 Le centre en quelques mots

Fiche d'identification du bureau d'études

- Raison sociale : Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)
- Statut légal : Organisme International
- Identifiant fiscal (Brésil) : 03.723.329/0001-79
- TVA : Ne s'applique pas
- Adresse: SBS, Quadra 1, Bloco J, 13ème étage - 70076-900 Brasilia - DF, Brésil
- Contact :
- Mrs. Maria Teresa Amaral Fontes (Analyste de programme) maria.teresa.fontes@undp.org
- Fabio Veras (Coordinateur de recherche IPC-IG) – fabio.veras@ipc-undp.org

Fondé en 2004 et basé à Brasília (Brésil), le Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive (IPC-IG) est un partenariat entre le Programme de développement des Nations Unies (PNUD) et le Gouvernement brésilien à travers l'Institut de recherche économique appliquée (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, Ipea*).

En vertu de cet accord, l'Ipea héberge l'IPC-IG dans ses locaux et met à sa disposition des chercheurs experts destinés à collaborer avec son équipe. Depuis 2013, le bureau de pays du PNUD au Brésil lui fournit un appui opérationnel et son représentant résidant tient lieu de directeur par intérim du Centre. La structure organisationnelle du Centre est en outre placée sous l'autorité d'un Conseil exécutif composé de représentants du ministère brésilien du Plan, du Développement et de la Gestion (MP), du ministère brésilien des Relations extérieures (MRE), de l'Ipea et du PNUD, qui supervise les performances et réalisations de l'IPC-IG.

Le travail de l'IPC-IG est axé sur le développement inclusif, la réduction de la pauvreté et la protection sociale. Fort de 15 années d'expérience dans la recherche et la consultation, le Centre fournit assistance et appui technique à l'élaboration de politiques novatrices et au renforcement des capacités dans les domaines des politiques de protection sociale et de suivi & évaluation. Il travaille en partenariat avec des gouvernements de pays à faible revenu et à revenu intermédiaire pour répondre à leurs demandes. Les activités de l'IPC-IG reposent sur trois piliers principaux : 1) *partage des connaissances* : faciliter l'échange d'expériences et d'initiatives novatrices entre les pays en développement, comme l'illustre la plateforme en ligne socialprotection.org ; 2) *production de connaissances* : mener des recherches et des études telles que des analyses et des évaluations des systèmes de protection sociale ; et ; 3) *renforcement des capacités* : organiser et faciliter la réalisation collaborative d'activités de renforcement des capacités et la circulation de flux de connaissances entre les pays en développement.

À travers son [site Web¹ et divers formats de publications](#), couvrant un vaste répertoire de thématiques, le Centre a une portée véritablement mondiale : le nombre de téléchargements de publications de l'IPC-IG enregistrés chaque mois se situe entre les 60 000 et 80 000.

L'équipe du Centre est composée d'un directeur, de coordinateurs des différents domaines d'activités, de chercheurs, d'un groupe de gestion des programmes et d'opérations, d'un groupe de communications, d'un groupe de publications, d'un groupe d'informatique et de production Web, de stagiaires et de chargés de recherche.

Tout au long de sa trajectoire, l'IPC-IG a entrepris différents projets au Brésil et dans d'autres pays en développement. Pour ce faire, il a bénéficié de l'appui de différentes institutions telles que l'UNICEF, le ministère britannique du Développement international (*Department for International Development*, DFID), le Fonds international de développement agricole (FIDA), la Banque mondiale, le ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (*Department of Foreign Affairs and Trade of the Australian Government*, DFAT), le Programme alimentaire mondial (WFP), le Bureau indépendant d'évaluation du PNUD, le PNUD Brésil et le PNUD Cap-Vert.

2.2. Expérience en matière de protection sociale de l'IPC-IG, dont les ateliers de formation

- Pour plus de détails sur les projets et le **Portfolio de l'IPC-IG**, [veuillez cliquer ici](#)
 - Pour accéder au Rapport Annuel de l'IPC-IG pour 2019, [veuillez cliquer ici](#)
- **2019-2020 - Élaboration de la Politique Publique Intégrée de la Protection Sociale au Maroc.** Dans le cadre de ce projet, l'IPC-IG a élaboré un brouillon de la Politique Intégrée de la Protection Sociale en utilisant les rapports officiels portant sur les programmes de protection sociale ainsi que les informations recueillies lors des entretiens approfondis et des ateliers consultatifs ayant pris place avec les acteurs locaux concernés.
 - **2018-2019 – Révision de la National Social Protection Policy (NSSP 20120).** Ce projet a consisté en la mise à jour de la Politique de Protection Sociale du Kenya de 2012 pour refléter les changements qui ont eu lieu dans le secteur. L'IPC-IG a soutenu le procès qui incluait mener trois ateliers de consultation et un de validation, ainsi que des entretiens individuels avec des membres du gouvernement clés dans le secteur de la protection sociale. La nouvelle politique avait révisé les accords institutionnels qui avaient résulté du procès de consolidation des programmes de transfert monétaire. Elle a également incorporé les conclusions et recommandations de la mise à jour de la révision du secteur de protection sociale ainsi que les conclusions de l'évaluation de la modélisation et de la capacité des programmes de protection sociale au niveau du pays. Le brouillon de la nouvelle politique avait comme objectif de donner une direction claire à la coordination des réponses humanitaires et d'urgence et pour saisir et intégrer les développements du système de communication (stratégie), du MIS et du suivi et évaluation.
 - **2017-2019 - Cours TRANSFORM – La branche socialprotection.org de l'IPC-IG a implémenté quatre cycles de cours en ligne sur la construction et la gestion de socles de protection sociale (TRANSFORM).** Le cours est une adaptation des paquets développés par l'OIT, l'UNICEF, le PNUD et l'UE-SPS. Le cours de formation comprend huit modules qui

¹ <http://www.ipc-undp.org/>

focalisent sur : i) comment sélectionner et identifier les bénéficiaires des programmes de protection sociale et améliorer le processus de suppression de barrières d'accès pour les ménages admissibles ; ii) quel cadre juridique est utile pour la protection sociale et comment le mettre en place ; iii) quelles sont les composantes, options de dessin et la planification d'une réforme et la gestion des processus et systèmes ; iv) comment mettre en place un système de suivi et évaluation pour une gestion, une planification et une responsabilité efficaces, et quels sont ses aspects importants ; v) le système d'information et de gestion du programme et des approches plus larges pour l'intégration des données et gestion de l'information dans tout le secteur de protection sociale et au-delà ; vi) Les aspects positifs et négatifs de l'intégration de différents types de protection sociale et comment créer des systèmes coordonnés avec des rôles clairs, des responsabilités et des structures motivantes ; vii) le cadre juridique et politique pour la gouvernance et l'étendue des acteurs impliqués ; et, enfin, viii) la gouvernance de finances et du budget pour la protection sociale, dont les concepts de gestion financière et de suivi et évaluation de dépenses publiques.

Références utiles :

- [Publications TRANSFORM \(socialprotection.org\)](http://socialprotection.org)
- **2017-2018 - Options de conception et coûts d'une allocation pilote pour l'enfance en Tunisie.** L'IPC-IG a collaboré avec Gouvernement de la Tunisie, dans le cadre dans partenariat avec l'UNICEF MENARO et UNICEF Tunisie, pour l'aider à axer davantage leur système de protection sociale sur l'enfance. Dans le cadre d'une consultation technique spécialisée l'équipe de l'IPC-IG a rejoint le débat en cours sur la conception de transferts monétaires pour les enfants en Tunisie. Le projet pilote développée par l'IPC-IG - en collaboration avec [Centre de Recherche et d'Etudes Sociales](#) du Ministère des Affaires Sociales de la Tunisie - consistait en un transfert monétaire universel versé à tous les enfants âgés de zéro à dix-sept ans vivant dans les dix délégations les plus pauvres du pays.
- **2017 – La protection sociale au Liban : le programme national de ciblage de la pauvreté.** L'IPC-IG a collaboré avec l'UNICEF Liban pour aider à axer davantage le système de protection sociale libanais sur l'enfance à travers les activités suivantes :
 - Analyse opérationnelle du programme indiquant ses défauts et proposant des solutions alternatives destinées à y remédier dans le plus grand respect possible de l'enfance et du genre ;
 - Estimation des erreurs d'inclusion et d'exclusion de l'actuel mécanisme de sélection (une évaluation indirecte des ressources fondée sur une enquête de 2011) par rapport aux estimations de la pauvreté et de la vulnérabilité réalisées par notre équipe à partir d'une enquête plus récente ;
 - Mise au point de plusieurs formules alternatives de prestations du programme, projection de chiffres relatifs au budget et à la couverture, mais aussi de profils de couverture correspondant à chaque projection et envisageant différentes erreurs d'inclusion et d'exclusion ;
 - Projection de la réduction de la pauvreté et des résultats en matière d'éducation pour chaque nouvelle version proposée du programme (formules de couverture et de prestations).
- **2017-2018 – Programme alimentaire mondial (PAM) Mozambique : suivi & évaluation du projet de communication pour le changement social et comportemental dans la province de Manica.** En partenariat avec le bureau de pays du PAM au Mozambique, l'IPC-IG a travaillé sur le suivi & l'évaluation du projet de communication pour le changement social et comportemental

du PAM dans la province mozambicaine de Manica, un projet novateur visant à améliorer l'état de santé et de nutrition des enfants.

Références utiles:

- *Social and Behaviour Change Communication (SBCC) project in Manica, Mozambique: baseline survey report.* Gyori, Mario et al. – *Working Paper n. 162 de l'IPC-IG. 2017.* < https://ipcig.org/pub/eng/WP162_Social_and_behaviour_change_communication.pdf>
- **2016-2018 Génération de connaissances et analyse de politiques en matière de protection sociale dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA, *Middle East and North Africa*).** Dans le cadre d'un projet de deux ans menés avec le Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'IPC-IG a appuyé la production de connaissances et l'analyse de politiques en matière de protection sociale axée sur l'enfance dans la région MENA. Cette coopération a débouché sur la publication de ces cinq produits axés sur le savoir :
 - [Aperçu des programmes de protection sociale non contributive dans la région MENA sous l'angle de l'enfance et de l'équité ;](#)
 - [Espace budgétaire pour la protection sociale des enfants dans la région MENA ;](#)
 - [Le droit des enfants à la protection sociale au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : une analyse des cadres juridiques du point de vue des droits des enfants ;](#)
 - [Mettre en place des systèmes nationaux de protection sociale capables de répondre aux chocs dans la région MENA.](#)
 - *The Role of Social Protection in Young People's Transition to the Workplace (YPTW) In MENA (À paraître).*

Références utiles:

- *La protection sociale au lendemain des Printemps arabes.* Soares, Fabio et Osorio, Rafael – *Revue Policy in Focus n°40 de l'IPC-IG. 2018.* < http://www.ipc-undp.org/pub/fra/PIF40FR_La_protection_sociale_apres_les_Printemps_arabes.pdf>
- **2016 - 2020 La protection sociale en Égypte : les programmes de transferts monétaires *Takaful* et *Karama*.** L'IPC-IG a collaboré avec le Bureau régional de l'UNICEF pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord et l'UNICEF Égypte pour les aider à axer davantage les systèmes de protection sociale de la région sur l'enfance. Il disposait du soutien direct du ministère de la Solidarité sociale (MSS) pour axer davantage la composante de suivi et d'évaluation (S&E) des programmes *Takaful* et *Karama* sur l'enfance. Il avait apporté son concours au ministère pour notamment :
 - Intégrer des indicateurs relatifs à l'enfance au cadre de suivi et d'évaluation du programme ;
 - Développer les outils et capacités nécessaires à la récolte de données sur les indicateurs proposés relatifs à l'enfance ;
 - Orienter et renforcer les capacités des systèmes de S&E afin de générer des informations susceptibles d'instruire la gestion des chocs et l'adoption de réformes économiques ou la réduction des vulnérabilités des réfugiés ;
 - Bâtir les bases d'une future évaluation de l'impact des programmes chez les enfants.

En poursuivant les objectifs énumérés ci-dessus, le système de suivi & d'évaluation révisé aidera le ministère à générer des données permettant d'orienter la conception du programme, de réaliser un suivi régulier et systématique des progrès réalisés en faveur des enfants et de jeter les bases d'une évaluation de l'impact des programmes chez les enfants.

- **2016-2018 – Organisation pour la Coopération et le développement économique (OCDE) : L'effet des prestations de protection sociale sur la croissance et l'égalité.** L'IPC-IG a noué un partenariat avec l'OCDE pour quantifier la contribution à la croissance inclusive des prestations de protection sociale telles que les pensions, les avantages sociaux ou les prestations d'assistance sociale. Ce projet a inclus des pays de toutes les régions, dont l'Afrique et l'Asie. Entre 2016 et 2018, en partenariat avec l'OCDE, le ministère mozambicain du Genre, de l'Enfance et de l'Action sociale (MGCAS), l'Institut d'action sociale (INAS) et l'Institut national pour les statistiques (INE, *Instituto Nacional de Estatística*), l'IPC-IG a élaboré et donné deux cours de formation (en portugais) sur des mécanismes de suivi & d'évaluation destinés au système de protection sociale du Mozambique.

Références utiles:

- OCDE (2019), Can Social Protection Be an Engine for Inclusive Growth? Development Centre Studies, OECD Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/9d95b5d0-en>
- **2015-2017 – Ministère britannique du Développement international (*Department for International Development, DFID*) – Le Brésil & l'Afrique : lutter contre la pauvreté et autonomiser les femmes via la coopération Sud-Sud.** Ce projet a produit des connaissances en matière de protection sociale et de genre destinées à aider les agents brésiliens et africains en mesure de prendre des décisions à améliorer le suivi et l'évaluation des politiques sociales au Mozambique grâce au concept et la mise en œuvre d'un cours de formation sur le suivi & l'évaluation en partenariat avec l'université mozambicaine *Universidade Eduardo Mondlane* (UEM).

Références utiles :

- Centre International de Politiques sur la Croissance Inclusive. Rapport sur le progrès de la mise en œuvre du Résultat 1 du projet intitulé « Le Brésil et l'Afrique : lutter contre la pauvreté et autonomiser les femmes via la coopération Sud-Sud ». http://www.ipc-undp.org/pub/eng/Progress_Report_Brazil_Africa.pdf>
- **2014-2015 - Appui technique aux réformes en faveur d'une protection sociale axée sur l'enfance dans la région MENA et facilitation de la coopération Sud-Sud.** À travers la coopération technique, l'IPC-IG s'est joint à l'appui fourni par trois bureaux de pays de l'UNICEF de la région MENA aux gouvernements partenaires travaillant sur la réforme de la protection sociale, pour les aider notamment à utiliser les données probantes et analyses produites pour procéder à un changement de politique favorable aux enfants et de manière à consolider le dialogue et la coopération Sud-Sud afin d'apporter un appui supplémentaire aux réformes de protection sociale. Les principaux produits du projet sont les suivants :
 - Compilation des meilleurs changements de politiques de protection sociale nationale en faveur des enfants et appui technique visant à renseigner l'élaboration de différents scénarios pour les trois pays : Tunisie, Maroc et Algérie ;

- Accompagnement et renforcement des capacités du personnel des bureaux de pays de l'UNICEF en Tunisie, au Maroc et en Algérie en vue d'apporter des contributions au plan de travail annuel ; et
 - Appui à la coordination de la coopération Sud-Sud entre l'Algérie, la Tunisie et le Maroc et d'autres régions (notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes).
- **2012-2014 – Appui technique à la réalisation d'une enquête auprès des ménages et d'une évaluation d'impact du *Social Welfare Fund* (SWF, « Fonds d'assistance sociale ») au Yémen.** L'IPC-IG a appuyé l'UNICEF Yémen par le biais du projet intitulé « Suivi de la protection sociale nationale au Yémen », qui a cartographié les taux de pauvreté et de vulnérabilité au Yémen et évalué l'impact du principal programme de transferts monétaires yéménite : le *Social Welfare Fund* (SWF). Les principaux produits de ce projet sont les suivants :
 - Ensemble de données complet et documentation (dont données administratives) ;
 - Méthodologie pour l'évaluation d'impact du *Social Welfare Fund* ; trois *Policy Briefs* ;
 - Rapport final de l'évaluation d'impact et *Policy Briefs*.

Références utiles :

- [International Policy Centre for Inclusive Growth \(2015\). “Yemen National Social Protection Monitoring Survey \(NSPMS\): 2012-2013?”. Final Report. No. 8. International Policy Centre for Inclusive Growth, 2015³.](#)
 - Site Web de l'Enquête sur le suivi de la protection sociale nationale du Yémen (*National Social Protection Monitoring Survey*, NSPMS) (2012-2013) : <http://nspms-yemen.ipc-undp.org>
- **2014-2017 – Projet de suivi et d'évaluation du PAA du PAM.** L'IPC-IG a noué un partenariat avec le PAM et s'est chargé du suivi et de l'évaluation du programme intitulé « Promouvoir les achats locaux destinés à l'assistance alimentaire sur le continent africain », ou PAA Afrique, qui couvre cinq pays : le Niger, le Sénégal, le Malawi, l'Éthiopie et le Mozambique. À travers ce projet, l'IPC-IG a fourni un appui technique à l'élaboration de la stratégie et du plan de suivi & d'évaluation de l'ensemble du PAA Afrique.
 - **2008-2010 – UNICEF Mozambique.** L'IPC-IG a conçu et mis en œuvre l'évaluation d'impact de l'expansion du programme de subventions alimentaires (*Programa de Subsidio de Alimentos*, PSA) du Mozambique, en partenariat avec l'UNICEF.

Références utiles :

- [Veras, F. ; Hirata, G. ; Ribas, R. \(2010\): « The Programa de Subsidio de Alimentos in Mozambique: Baseline Evaluation ». Policy Research Brief n°14 du Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.⁴](#)
- [Veras, F. ; Teixeira, C. \(2010\) : Impact Evaluation of the Expansion of the Food Subsidy Programme in Mozambique. Policy Research Brief n°17 du Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.⁵](#)

³ http://www.ipc-undp.org/pub/eng/Yemen_National_Social_Protection_Monitoring_Survey_2012_2013.pdf

⁴ <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCPolicyResearchBrief14.pdf>

⁵ <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCPolicyResearchBrief17.pdf>

- **2007-2008 – GiZ Paraguay.** Entre 2007 et 2008, en partenariat avec le GiZ Paraguay, le Centre a promu l'évaluation d'impact du programme de transferts monétaires paraguayen *Tekoporã*. Une enquête auprès de 7 078 ménages a été organisée et supervisée par l'IPC-IG.

Références utiles :

- [Ribas, R. ; Hirata, G. ; Soares, F. \(2008\): « Debating Targeting Methods for Cash Transfers: A Multidimensional Index vs. an Income Proxy for Paraguay's Tekoporã Programme ». Evaluation Note No. 2 du Centre International de Politiques pour la Croissance Inc.](#)⁶
- [Soares, F. ; Ribas, Rafael ; Hirata, G. \(2008\). « Achievements and Shortfalls of Conditional Cash Transfers: Impact Evaluation of Paraguay's Tekoporã Programme ». Evaluation Note n°3 du Centre International de Politiques pour la Croissance Inclusive.](#)⁷

2.3. Référence des consultants alignés dans les travaux similaires

- **2007-2019 - Conseil pour le Registre Unique brésilien.** Les coordinateurs de l'IPC-IG ont fourni un soutien au développement et amélioration du Registre Unique du Brésil au cours d'un grand nombre d'années. Depuis 2007, M. Fabio Veras et M. Rafael Osório (coordinateurs de recherche de l'IPC-IG) ont soutenu le gouvernement brésilien (en particulier le département « Cadastro Único ») avec la révision des exigences du formulaire principal de registre du Registre Unique – mis en œuvre par la suite, en 2010. Avec d'autres experts de l'IPC, ils ont soutenu le Ministère brésilien de développement social dans le procès de ciblage du programme fleuron de transfert monétaire brésilien, le Bolsa Familia. L'expert Leticia Bartholo (aujourd'hui membre de l'équipe de recherche de l'IPC) a participé dans ce procès en tant que représentante du Ministère de développement social, où elle a servi comme coordinatrice générale et, ensuite, comme directrice du registre unique et comme directrice adjointe pour le Secrétariat national de citoyenneté et revenu (responsable du Registre Unique). Mme. Leticia a coordonné la totalité du procès d'implémentation de la version actuelle du Cadastro Único, ce qui incluait l'élaboration du formulaire de registre, la formation des recenseurs et l'analyse des données collectées. Aujourd'hui, M. Rafael Osório et Mme Leticia Bartholo conseillent le département du Cadastro Único sur la nouvelle version du formulaire de registre.
- **2019-2020 – Soutien technique au bureau de pays de l'UNICEF en Iran.** L'IPC-IG est en train d'implémenter un projet avec UNICEF en Iran sur l'état actuel du Registre Unique iranien. Parmi les résultats du projet, nous rédigeons un rapport sur le système de registre des bénéficiaires existants, ses éléments clés et principales lacunes identifiées dans la révision des documents officiels. Le rapport va également inclure un examen de registres uniques d'autres pays. Des missions de validation seront effectuées pour recueillir de l'information sur le système actuel et pour échanger des idées avec les acteurs clés du gouvernement. Il y aura un rapport final sur le système d'information d'assistance sociale intégrée. Le projet inclut également un tour d'étude d'agents du gouvernement iranien au Brésil pour tirer des leçons du Registre Unique brésilien.

⁶ <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCEvaluationNote2.pdf>

⁷ <http://www.ipc-undp.org/pub/IPCEvaluationNote3.pdf>

- **2018 – Djibouti : simulations des scénarios pour les quatre composantes du programme de cash transferts sur la base donnée du Registre Social Unique (RSU).** Dans le cadre de l'accord entre l'IPC-IG et l'UNICEF MENARO, une équipe de l'IPC-IG a travaillé sur les fichiers du RSU du Djibouti et a écrit une note sur la qualité des données ainsi que des simulations pour différents scénarios pour l'expansion des programmes de transferts monétaires.
- **2013-2016 – PNUD Cap Vert. Appui à la réforme du système de protection sociale du Cap-Vert.** L'IPC-IG a travaillé en partenariat avec le Gouvernement capverdien et le PNUD pour restructurer la stratégie de protection sociale du pays en procédant à un vaste examen des politiques de protection sociale du pays et à l'évaluation des options de programmes de transferts monétaires (PTM) pour le pays.
 - Élaboration de politiques : évaluation des options de programmes de transferts monétaires en consultation avec des acteurs gouvernementaux ;
 - Élaboration d'un registre unique, renforcement de la récolte de données et amélioration de l'articulation institutionnelle du pays ;
 - Étude de vulnérabilité économique : cartographie des différentes sources de vulnérabilité à chaque stade de la vie (approche fondée sur les cycles de vie et les droits) et mise au point pour le pays d'un mécanisme de score multidimensionnel compatible avec les enquêtes préexistantes pour sélectionner les ménages admissibles et produire des estimations de couverture à des fins de planification des politiques ;
 - Étude des capacités institutionnelles : à partir d'entretiens et d'études de données secondaires, l'IPC-IG a cartographié des programmes/régimes de protection sociale couvrant une vaste palette de domaines d'interventions aux niveaux central et local ;
 - Élaboration d'une étude de capacité budgétaire : analyse de la répartition des ressources dans les domaines de la sécurité sociale, de l'assistance sociale et des soins de santé, comprenant une analyse macroéconomique et une évaluation des coûts du programme visant à estimer la possibilité de réallouer plus efficacement le budget vers d'autres interventions.

Les principaux produits du projet ont été la conception d'un programme national de transferts monétaires et son système de S&E pour le Cap-Vert, la mise à jour des seuils de pauvreté et d'extrême pauvreté du pays et la mise au point d'un outil de ciblage multidimensionnel.

Références utiles :

- Centre International de Politiques pour la Croissance inclusive (2015): « Um programa de Transferência de Renda para combater a vulnerabilidade social em Cabo Verde ». Rapport final. Accès interne. [En portugais]. Disponible sur demande.

III. Méthodologie

Contexte :

Dans son Plan de développement national (2018-2027), le gouvernement du Burundi a défini la protection sociale comme l'un de ses domaines prioritaires. La Politique de Protection Sociale Nationale (PPSN) (2011) a établi un Comité National de Protection Sociale sous le Président du Burundi (CNPS) ayant comme objectif la régulation et la promotion de la Politique de Protection Sociale Nationale. Il a également établi un Secrétariat Exécutif Permanent (SEP) du CNPS pour opérationnaliser le PPSN. Pour ce qui est de l'opérationnalisation, une Stratégie Nationale de Protection Sociale (SNPS) a été créée puis validée en 2014. Celle-ci envisage la création d'un Registre Social Unique (RSU) pour les ménages les plus pauvres. Le RSU doit aider à inclure les personnes pauvres et vulnérables dans les programmes de protection sociale déjà existants. Ce Registre devrait aider à cibler facilement les personnes vulnérables, identifier leurs besoins et établir des programmes pour répondre à ces besoins. Établir un RSU au Burundi va permettre de créer une base de données de bénéficiaires potentiels pour les différents programmes de protection sociale, d'harmoniser le ciblage, d'améliorer son efficacité et d'aider à réduire l'inégalité et la pauvreté. Il devrait également permettre de renforcer les liens entre les programmes clés dans l'objectif de réduire les duplications et lacunes, et maximiser l'inclusion de ceux qui sont dans des situations vulnérables.

En ce moment au Burundi, un programme de transfert monétaire majeur existe (Merankabandi), ainsi que quelques programmes de protection sociale moins significatifs. Le programme de transfert monétaire, les besoins actuels de protection sociale ainsi que les capacités potentielles du pays devraient être mesurés pour évaluer la faisabilité d'un RSU.

Dans ce contexte, l'IPC-IG va entreprendre le travail suivant pour aider le Gouvernement burundais à comprendre la faisabilité d'un RSU au Burundi :

Le travail qui va être endossé dans ce projet sera divisé en 5 phases. Ci-dessous, nous décrivons chaque phase, en surlignant les output/délivrables, les activités, l'échéancier estimé et les jours d'assistance technique requis (à distance et sur place). Puisque les activités se réaliseront dans le contexte du COVID-19, les spécificités relevant de restrictions de voyage inattendues sont prises en considération, ne suivant donc pas les conditions de l'appel à proposition

Résultat immédiat : d'ici à décembre 2020, avoir formé et conseillé le SEP/CNPS du Burundi et autres parties prenantes majeures sur les conditions et modalités de l'établissement d'un Registre Social Unique (RSU) pour le Burundi

Phase I : Atelier de formation sur le rôle de registres sociaux : questions conceptuelles et expériences d'Afrique Sub-Saharienne. Recueillir des apports pour le rapport sur les programmes de protection sociale. Élaboration d'un programme de travail pour le rapport de feuille de route du Registre Social Unique.

Résultat : Le SEP/CNPS et les autres acteurs clés de protection sociale seront entraînés par rapport aux concepts et expériences autour de registres uniques, registres de bénéficiaires et registres sociaux dans le contexte de la gestion intégrée de systèmes d'information pour la protection sociale.

Les procès préparatoires, l'atelier de formation, l'élaboration du plan de travail et le rassemblement des apports pour les programmes de protection sociale et leurs systèmes de gestion des informations auront lieu pendant la première phase. Toutes les activités et leur chronologie sont définies dans le plan de travail du projet sous la Section V ci-dessous.

Activités menées : août et septembre

Atelier de formation (conduit virtuellement par l'IPC-IG) et méthodologie du plan de travail

- 1.1. Atelier de formation et méthodologie du plan de travail -août-septembre : Préparation des matériels pour l'atelier de formation sur les différents systèmes de gestion des informations et registres, leur établissement, fonctionnement, leurs forces et faiblesses tant d'un point de vue théorique que sur la base de certaines expériences de pays. L'étude de cas africaine se focalisera sur le Sénégal, le Kenya et autres pays africains, avec certains exemples additionnels d'Amérique Latine (comme le Brésil). L'IPC-IG a des expériences directes quant aux trois pays ci-mentionnés, mais va également utiliser l'expertise de consultants ayant une expérience au niveau d'autres pays africains, lorsqu'il sera nécessaire. Le consultant local sénégalais pourra fournir des informations et des exemples pertinents et apporter les expériences concrètes de son pays. Ces pays ont été choisis parce qu'ils démontrent différentes méthodologies et caractéristiques quant à l'établissement ou le fonctionnement de registres uniques et de bénéficiaires : les aspects qui devront être considérés pour les activités de diffusion ; la méthode primaire pour l'absorption et registre des demandes ; le processus de mise à jour des informations ; l'opérationnalisation des registres sociaux ; la manière dont l'interface citoyenne est gérée ; si le registre social est utilisé pour un ou plusieurs programmes ; si les données sont gérées centralement ou de façon décentralisée et son interopérabilité, entre autres.
- 1.2. Août/septembre : Formation des parties prenantes pendant un atelier d'entraînement organisé par l'UNICEF et le PAM. L'IPC-IG effectuera ses sessions à distance, en raison des incertitudes autour du voyage international pendant la pandémie de la covid-19. L'IPC-IG modèrera ou participera en tant que commentateur dans d'autres sessions, en ayant une pour chacun des trois jours.

L'IPC-IG devra avoir l'appui de UNICEF et PAM Burundi pour l'organisation logistique de l'atelier de formation, les lieux pour les événements et l'invitation des participants. La participation d'IPC-IG sera faites en ligne par Skype, Teams ou Zoom.

Recueil d'apports pour le rapport de modélisation du RSU

- 1.3 Août-septembre : Rédaction du plan de travail préliminaire/schéma de la feuille de route et la méthodologie sur comment l'IPC-IG aura accès à l'information, et quelles informations sont nécessaires pour le rapport du RSU. Une session de réflexion aura lieu avec les participants sur le contexte du Burundi et sur le fonctionnement d'un Registre Social. Cette session sera une bonne occasion pour que l'IPC-IG puisse mieux situer le rapport de feuille de route du Registre Social Unique dans le contexte du Burundi. Le plan de travail pour le rapport de la feuille de route sera validé pendant cette session. Le plan de travail mettra en évidence qui, au sein du gouvernement et des programmes, sera contacté et proposera un schéma détaillé pour la feuille de route. L'IPC-IG proposera son plan de travail et méthodologie sur le RSU pour les parties prenantes du gouvernement. L'IPC-IG obtiendra des informations quant aux bases de données, ainsi que les informations disponibles sur la situation concrète du Burundi pour raffiner son plan de travail et méthodologie.

Produits : Atelier de formation et matériel de formation en français. Plan de travail raffiné et méthodologie pour la faisabilité du rapport/feuille de route

Moyens de vérification : atelier d'entraînement. Enquête de satisfaction et perception de ceux qui sont formés quant à leur compréhension des modalités du Registre Unique en Afrique et son applicabilité au Burundi.

Quelques matériels de référence initiaux pour la préparation de la formation

Approche théorique (avec certaines études de cas) :

- TRANSFORM, (2017) systèmes de suivi & d'évaluation et de comptabilité, disponible à l'adresse <https://socialprotection.org/connect/stakeholders/transform> ou https://www.dropbox.com/s/mnu2y8anvachbvt/S%20E%20Base%20Document_FR%20%281%29.PDF?dl=0
- Leite, P., Karippacheril, T. G., Sun, C., Jones, T., Lindert, K. (2017). Social Registry for Social Assistance and Beyond: A Guidance Note and assessment tools. World Bank Social Protection and Labor. Discussion Paper #1704
- <http://documents.worldbank.org/curated/en/698441502095248081/pdf/117971-REVISED-PUBLIC-Discussion-paper-1704.pdf>
- GIZ & DFID (2020) Building an integrated and digital social protection information system (<https://www.giz.de/de/downloads/giz2019-en-integrated-digital-social-protection-information-system.pdf>) Authors: Valentina Barca and Richard Chirchir (Box 3 on Kenya).

Études de cas :

- Sénégal: https://ipcig.org/pub/fra/PRB63FR_Institutionnalisation_et_extension_de_la_couverture.pdf
- Kenya: <https://www.youtube.com/watch?v=7ljnTFRi98w;>
[https://www.devinit.org/blog/overview-kenyas-single-registry-model/;](https://www.devinit.org/blog/overview-kenyas-single-registry-model/)
<http://mis.socialprotection.go.ke:20307/>
- Brésil: https://ipcig.org/pub/fra/WP169_L_integracion_des_registres_administratifs.pdf et http://ipcig.org/pub/fra/WP145FR_Le_registre_unique_bresilien.pdf et <https://wpp.org.br/fr/politique-sociale/registre-unique/>

Communauté de pratiques :

- <https://www.socialprotection.org/connect/communities/social-protection-information-systems/members>
- <https://www.socialprotection.org/connect/communities/community-practice-cash-transfer-africa>

Phase II – Rédaction du rapport : État des programmes de protection sociale au Burundi et leurs systèmes de gestion des informations.

Produit : Conclusion du recensement et du rapport sur les régimes de protection sociale et les systèmes de gestion de l'information au Burundi

Activités menées : septembre et octobre

2.2. Septembre-octobre : analyse initiale à distance de documents des programmes de protection sociale (PPS) du Burundi, en particulier le programme de transfert monétaire Merankabandi, dont le registre de bénéficiaires pourra être la base pour établir un registre social dans le pays. L'IPC-IG aura besoin d'avoir accès aux documents pertinents du programme Merankabandi tels que la législation, le manuel d'opération, les formulaires utilisés pour identifier les potentiels bénéficiaires

; un dictionnaire de variables (qui expliquerait ce que signifie chaque composante/donnée du système) ; des rapports de progrès du programme ; des rapports sur la base de données administrative ; les documents des systèmes de gestion des informations ; rapports d'évaluation des besoins. En outre, des documents similaires pourraient être demandés à d'autres programmes de protection sociale – programmes de sécurité sociale y inclus – ainsi que des rapports d'enquête de ménage, questionnaires et micro données (Enquête Démographique et de Santé - EDS Burundi-2010 and) et enquêtes sur les revenus et dépenses des ménages), si ces documents ne sont pas publiquement disponibles.

2.3. Septembre-octobre : Consultations techniques pour le rapport PPS avec SEP / CNPS, programmes de protection sociale et autres acteurs majeurs. Des enquêtes avec les chefs de programme des différents programmes de protection sociale seront conduites, en mettant l'accent sur le Merankabandi, programme de transfert monétaire phare du Burundi, ainsi que tout autre programme identifié par la modélisation. Les consultations techniques seront vitales pour recueillir des informations, identifier les principales lacunes du système et permettre d'avoir une analyse du système de protection sociale nationale du Burundi.

2.4. L'IPC-IG fournira un rapport/documentation fondé sur l'information collectée lors des consultations techniques et l'étude documentaire.

Produit: Tableau Excel ou autre évaluation des bases de données disponibles, documents et leur contenu. Agenda de réunions avec les questions pour les directeurs. Sommaires de consultation technique avec l'information sollicitée. Rapport d'évaluation sur l'état actuel des systèmes de gestion des informations de protection social et registres au Burundi.

Moyens de vérification : Avancées sur le document de recensement et sur le document final de recensement.

Phase III – Rédaction du rapport : rapport/feuille de route sur la faisabilité de l'établissement de Registre Social Unique

Produit : Rédaction d'un rapport de faisabilité avec une feuille de route et un pas-à-pas pour établir un Registre Social Unique au Burundi.

Activités menées : octobre à décembre

3.2. Octobre-décembre : Rédaction d'un rapport sur la faisabilité d'un Registre Social Unique au Burundi/ feuille de route (1ère ébauche). Le rapport fournira une feuille de route quant aux étapes à être suivies par le Burundi pour établir le RSU adapté aux besoins du pays et en ligne avec sa stratégie de protection sociale. Les étapes définiront les modalités de gestion et incluront les estimations pour les ressources requises.

3.4. Décembre : Rédaction d'un rapport sur la faisabilité d'un Registre Social Unique au Burundi, répondant aux commentaires du rapport / feuille de route.

Produit : Rapport/ feuille de route de faisabilité du RSU (premier brouillon et réponses au premier cycle de commentaires)

Phase IV – Mission : Atelier de validation technique du rapport/feuille de route de faisabilité du RSU et atelier de renforcement des compétences

Produit : Le SEP/CNSP et les autres parties prenantes discuteront et valideront les étapes, les conditions et les modalités disponibles pour que le Burundi établisse un Registre Social Unique.

Activités menées : novembre 2020 à janvier 2021

- 4.1. Novembre-décembre 2020 : Préparation du matériel pour l’atelier de renforcement des compétences (PPT, etc.)
- 4.2. Janvier : Validation du rapport avec le SEP/CNSP et les autres principales parties prenantes dans un atelier technique d’un jour – une demi-journée pour la présentation et une demi-journée sur comment faire le plan avancer (prochaines étapes, orientation/conseils, etc.)
- 4.3. Atelier de renforcement de compétences: atelier de renforcement de compétences/encadrement sur les registres et/ou la feuille de route (2 jours). Développement de l’agenda à être réalisé pendant le projet. Si les journées préparatoires ne sont pas utilisées, celles-ci peuvent être converties en un webinar ou autre produit sur lequel l’UNICEF, le PAM et l’IPC-IG pourront convenir

Si la mission, et par conséquent les ateliers de validation et de renforcement de capacités ne peuvent pas avoir lieu avec la présence physique, les sessions seront réalisées en ligne (virtuellement), et les jours d’assistance technique non-utilisés pour cette mission pourront être convertis en autres produits sur lesquels l’UNICEF, le PAM et le gouvernement du Burundi se mettront d’accord.

Un budget séparé est ajouté pour les coûts d’une mission d’une semaine, qui inclut : les coûts du voyage, du DSA et TE pour un consultant local, un consultant régional et deux chercheurs de l’IPC-IG (un coordinateur et un chercheur)

L’IPC-IG devra avoir l’appui de UNICEF et PAM Burundi pour l’organisation logistique de l’atelier de formation, les lieux pour les événements et l’invitation des participants.

Produits : Atelier de validation. Présentation Powerpoint sur les modalités et conditions. Rapport de mission (contenant les informations sur l’agenda, les participants, les délibérations de l’atelier et autres recommandations/modifications du rapport). Atelier de renforcement des compétences de deux jours, agenda des sessions et résumé des réunions, avec les listes de participants et les matériels/PPT des sessions.

Phase V – Rapport/feuille de route final de faisabilité du RSU et conclusion du projet

Activités menées : décembre 2020 et février 2021

- 5.1. Décembre 2020-Janvier 2021 : Finaliser et soumettre le rapport de faisabilité du RSU/ feuille de route. Prendre en compte toute contribution supplémentaire provenant de l’atelier de validation (mission 1), révision et finalisation du rapport et de la feuille de route de faisabilité du Registre Social Unique.
- 5.2. Janvier-Février 2021 : Rédaction d’un *policy brief* sur les recommandations pour le Burundi.
- 5.3. Janvier-Février 2021 Rédaction d’un *one-pager* sur les résultats du projet.
- 5.4. Janvier-Février 2021 Rapport final de progrès résumant les activités évaluant les résultats, les leçons apprises et l’utilisation des ressources

Produits : Rapport/feuille de route final de faisabilité. Document de politique générale. Vue d'ensemble. Progrès final (et rapport financier)

IV. Les risques et leurs atténuations

RISQUES	NIVEAU DE RISQUE	ATTÉNUATIONS
Restrictions de voyage dues à la covid-19, qui perturbent la mission devant avoir lieu	Élevé	Si la mission ne peut pas avoir lieu, l'IPC propose que les réunions nécessaires soient réalisées virtuellement, ainsi que la création d'un webinar ou d'une session de conseil en ligne pour le gouvernement, ou un autre produit sur lequel l'UNICEF, le PAM et le gouvernement se mettent d'accord
Changement possible des priorités de la stratégie nationale d'opérationnalisation du PNPS et la mise en place du RSU.	Faible	Même si les priorités changent, le rapport de faisabilité du Registre social unique (RSU) peut toujours être mis en œuvre et prêt pour le moment où le Burundi voudra rendre opérationnelle la feuille de route.
Retards dans la réception des bases de données et des documents du gouvernement du Burundi.	Faible	Le gouvernement du Burundi s'est déjà engagé à faciliter la recherche d'informations pour le consultant, selon le mandat/termes de référence. L'IPC-IG sollicitera des informations auprès du SEP / CNPS, du PAM et de l'UNICEF Burundi dès que possible. En cas de retard sur l'obtention des ensembles de données, des bases de données ou d'autres matériels, le calendrier du projet devra être ajusté en fonction de la durée du retard.
Les principales parties prenantes de l'atelier de formation ne sont pas disponibles pour participer.	Élevé	En collaboration avec le gouvernement du Burundi, le PAM et l'UNICEF, l'IPC-IG établira dès le départ le meilleur moment pour l'atelier de formation et les consultations techniques.
Le consultant local n'est pas en mesure d'entreprendre les travaux requis.	Modéré	Un membre de la recherche de l'IPC-IG peut entreprendre les travaux requis ou un nouveau consultant peut être embauché. Les retards causés seront pris en compte dans le calendrier, mais des précautions seront prises pour que cela ne se produise pas, comme l'augmentation de la charge de travail des membres de l'équipe ou l'affectation temporaire d'autres chercheurs de l'IPC-IG à l'équipe.
Le consultant local n'est pas en mesure de recevoir des paiements et n'entreprind pas les travaux.	Faible	L'IPC-IG se donnera le temps nécessaire pour effectuer les paiements et résoudre les problèmes et fera des stipulations spécifiques dans le contrat du consultant national pour gérer les attentes.
Les troubles dans la région et les priorités gouvernementales changent et ils ne sont pas en mesure de participer à la mission / atelier / consultation de validation.	Modéré	L'IPC-IG demandera l'accès aux bases de données et aux documents gouvernementaux dès le début du projet. Même si des troubles surviennent et que les priorités du gouvernement sont ailleurs, l'IPC-IG préparera tout le matériel du projet. Les activités peuvent être interrompues et un amendement à

		l'accord UN2UN peut être fait pour allonger le calendrier des activités.
L'analyse et le traitement des données demandent plus de temps que prévu en raison du manque de clarté des informations et parce que les informations doivent être validées avec différents gestionnaires de régimes sociaux.	Modéré	L'IPC-IG se laissera suffisamment de temps pour prendre en compte les problèmes de données, en tenant compte du temps minimum et maximum qui pourrait éventuellement être nécessaire pour l'analyse des données.

Sous la supervision de Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Affaires Sociales et du Genre via le SEP/CNPS et en collaboration avec l'UNICEF Burundi et le PAM Burundi, les travaux ci-dessus seront réalisés.

V. Chronogramme et plan de travail du projet

VI. Membres de l'équipe

L'équipe du projet est composée d'un groupe d'experts en protection sociale. Les journées d'assistance technique (journées d'AT) mises en évidence dans le plan de travail correspondent aux journées de travail de l'équipe nécessaires. Dans la proposition financière, les dépenses pour Mme. Aïssata sont couvertes par la ligne de dépenses dénommée "équipe de spécialistes en protection sociale."

Tous les CV sont en annexe séparément dans le courriel de la proposition technique.

➤ Chef d'équipe - consultant international

Fabio Veras Soares

➤ Consultants régionaux

Aïssata Fall (consultant principal)

Amadou Kanar Diop

➤ Membres de l'équipe (IPC-IG/IPEA)

Leticia Bartholo

Anna Carolina Machado

Krista Joosep Alvarenga